Yemen : Soigner le choléra et la malnutrition sous les bombes, premier test de la diplomatie du Président Macron

Les civils yéménites vivent des heures sombres. Trois années de guerre civile opposent les milices houthistes, proche de l'Iran, et les forces loyalistes, soutenues depuis deux ans par une coalition dirigée par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. La France, l'Angleterre et les USA, par un soutien militaire et un partenariat économique en matière d'armement, appuient cette coalition qui applique un blocus aérien, terrestre et maritime sur le pays. L'attaque imminente du port d'Hodeida tenu par les rebelles où transitent près de 80% des importations de nourriture, médicaments et de carburant risque de rendre l'approvisionnement quasi impossible.

Dans ce contexte, les conditions de vie des civils se sont considérablement dégradées dans un pays qui est déjà l'un des pauvres du monde. Avec plus de 8000 morts, des millions de déplacés et de réfugiés, on estime à 17 millions le nombre de personnes en insécurité alimentaire, soit 60% de la population totale. Des poches de famine ont été identifiées sur l'ensemble du territoire, avec près de 500 000 enfants malnutris aigus sévères, ce qui veut dire que leur pronostic vital à court terme est engagé si rien n'est fait. Cette crise nutritionnelle s'inscrit dans un contexte sans précédent de famine simultanée en Somalie, au Nigéria et au Soudan du Sud. La guerre, l'insécurité chronique corroborée par des épisodes de sécheresse majeure dans certaines régions en sont les causes principales.

Au Yemen, la moitié des dispositifs de santé, tels que les hôpitaux et autres dispensaires ne sont plus fonctionnels, soit parce qu'ils ont été détruits par les bombardements, souvent délibérés et en grande majorité attribués à la coalition menée par l'Arabie Saoudite, soit parce que le personnel soignant n'est plus payé ou ne peut se déplacer pour des raisons d'insécurité.

L'accès aux soins, à la nourriture, à l'eau potable et à l'hygiène s'est donc réduit, ce qui favorise l'émergence d'épidémies en zone d'endémie. Plus de 30 000 cas suspects de choléra ont été recensés depuis octobre 2016, notamment dans le gouvernorat de Sanaa avec près de 9000 cas entre fin avril et mi-mai. Les autorités ne peuvent répondre à l'étendue des besoins, et l'aide internationale peine à se déployer compte tenu de l'insécurité liée à la guerre. Ces difficultés sont accentuées par le risque d'enlèvement lié à la présence de franges extrémistes et la délivrance limitée d'autorisations de déplacement pour les équipes de soignants sur le terrain.

Le blocus de la coalition internationale soutenu par la France joue un rôle déterminant dans la crise nutritionnelle et la dégradation des indicateurs de santé comme il contribue à complexifier le développement de l'aide humanitaire au plus près des civils. Il est de la responsabilité de la France, comme l'ont fait d'autres pays Européens, et parce qu'elle en a les moyens diplomatiques, d'atténuer l'étau qui asphyxie la population yéménite en reconsidérant son soutien inconditionnel à une coalition qui ne respecte pas les civils et les aidants.

La tension qui existe entre les impératifs partenariaux économiques, notamment en matière de vente d'armes, et la défense du droit humanitaire international est réelle. Les principes d'humanisation de la guerre doivent être au cœur de la diplomatie et le nouveau chef de l'Etat, qui vient de réaffirmer son statut de chef des armées, doit en être le garant. Car contribuer à respecter la vie des civils, qu'ils soient yéménites ou non, et les restituer dans leur capacité de choix par l'amélioration de l'accès à l'aide humanitaire et, à terme, la résolution du conflit, participe d'une volonté de promouvoir le libre arbitre individuel et la liberté collective, autant de principes qui ont structuré les positions du nouvel élu et qui devront être appliqués.

Dr Françoise Sivignon
Présidente

Dr Jean-François Corty
Directeur des Opérations Internationales

Médecins du Monde